

AFFICHAGES OBLIGATOIRES EN ENTREPRISE

Notice explicative

Aux termes des articles L4121-1 et suivants du Code du travail, l'employeur est tenu de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salariés. Cela inclut notamment d'informer les salariés sur l'organisation de l'entreprise.

Plus précisément, **l'affichage obligatoire est :**

- **Un ensemble d'informations** (coordonnées, consignes de sécurité, etc.) **et de texte de loi sur l'entreprise ;**
- **Affichés en un lieu visible pour les salariés** (vestiaires, entrée de service, salle de repas, etc.).

Il est **obligatoire dès la 1^{ère} embauche** et doit être mis à jour par l'employeur en cas de changement (déménagement, achat d'une nouvelle machine, évolution législative).

I. Quelles informations doivent être affichées ?

L'affichage obligatoire contient des informations relatives à :

- Coordonnées de l'inspection du travail (DREETS) ;
- Coordonnées de la médecine du travail (Service de santé au Travail ; SST) ;
- Coordonnées des services de secours et du défenseur des droits ;
- Le document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP)¹ ;
- La convention collective applicable à l'entreprise et les accords collectifs de branche ;
- Les horaires applicables à l'entreprise ;
- L'éventuel règlement intérieur (obligatoire à compter de 50 salariés) ;
- L'ordre des départs en congés payés ;
- Les consignes de sécurité en cas d'incendie ;
- L'interdiction de fumer et de vapoter dans les lieux collectifs et clos ;
- Les dispositions du code pénal et du code du travail relatives aux harcèlements moral et/ou sexuel (art. L222-33 à L222-33-2 CP et art. L1151-1 et suivants du CT) ;
- Les dispositions du code pénal relatives aux discriminations (art. L225-1 à L225-4 du CP) ;

¹ Notre service juridique dispose de modèles utiles pour vous accompagner dans cette démarche. N'hésitez pas à nous contacter.

- Les dispositions relatives à l'égalité homme-femme (art. L3221-1 du CT à L3221-7 du CT + R3221-2 du CT).

Les informations soulignées peuvent être transmises au salarié par tout moyen, notamment par voie électronique (intranet, mail, etc.)

II. Quelles sont les sanctions ?

Lors d'un contrôle réalisé par la DREETS (inspection du travail), si vous n'êtes pas en mesure de présenter votre affichage, vous vous exposez à une contravention pouvant aller de 450 € à 10 000€. En cas de récidive, vous encourez une condamnation entraînant une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à un an et 37 500€ d'amende.

Ces montants élevés se justifient par le fait qu'il peut être infligé une sanction pour chaque information non affichée.

Un salarié pourrait théoriquement aussi réclamer en justice des dommages et intérêts si le défaut d'affichage d'une information lui a causé un préjudice.

III. Comment utiliser le modèle d'affichage ?

Nous vous joignons un modèle d'affichage obligatoire (**Annexe 1**). Il conviendra de compléter les trois encarts de gauche avec les informations relatives à votre entreprise (coordonnées des services de santé au travail, de l'inspection du travail (DREETS), convention collective applicable, etc.)

En parallèle, vous devrez afficher l'information relative à l'interdiction de fumer et de vapoter (**Annexe 2**).

Si votre entreprise compte plus de 11 salariés, il vous faudra ajouter un affichage complémentaire relatif aux élus du personnel (CSE), s'ils existent (**Annexe 3**).

IV. Annexes

Annexe 1 : modèle d'affichage obligatoire.

Annexe 2 : Interdiction de fumer et de vapoter.

Annexe 3 : Modèle d'affichage complémentaire pour les entreprises de plus de 11 salariés (présence CSE).